9 C'est le nombre de scrutins régionaux prévus outre-Rhin durant l'année 2011.

UNE SEMAINE CHEZ LES 27

L'Islande croule sous la dette

Le Parlement a entériné l'accord de remboursement par l'Islande à la Grande-Bretagne et aux Pays-Bas de près de 4 milliards d'euros liés à la faillite de la banque Icesave. Le ministre islandais des Finances a déclaré qu'il n'y n'avait pas d'autre choix que de rembourser la dette.

La révolution des frites

Bruxelles est sans gouvernement depuis 249 jours. Pour protester contre cette situation, des associations étudiantes et des artistes ont lancé hier une « révolution des frites », avec des manifestations ludiques de milliers de personnes. Les revendications sont très sérieuses, les Belges veulent un gouvernement et l'unité, avec un symbole : la frite !

Vive le foot libre !

La Cour de justice de l'UE a confirmé hier le droit pour les pays d'interdire la diffusion des Coupes du monde et de l'Euro de football sur des chaînes payantes, au nom de l'intérêt général, rejetant un recours de la Fifa et de l'UEFA contre la Belgique et le Royaume-Uni : *« Lorsque ces compétitions sont (…) d'une importance majeure pour la société, cette restriction de la liberté de prestation des services est justifiée par le droit à l'information et par la nécessité d'assurer un large accès du public aux retransmissions télévisées de ces événements. »*

Première à Hambourg d'une longue série d'élections à risque pour Angela Merkel

Miné par des échecs locaux et de plus en plus discrédité au plan national, le parti chrétien-démocrate de la chancelière paraît assuré de perdre le contrôle de la cité État dimanche, lors d'élections anticipées.

Une parenthèse de dix ans devrait se refermer à Hambourg, ce dimanche, à l'occasion d'élections anticipées pour le renouvellement du Parlement du Land. Jadis considérée comme un bastion du parti social-démocrate (SPD), la cité État avait été arrachée, en 2001, par les chrétiens-démocrates (CDU), sur fond de mécontentement croissant à l'égard de la politique antisociale d'un certain Gerhard Schröder.

Dix ans plus tard, on devrait assister à un retour à la case SPD, selon un schéma presque parfaitement inversé. Le pâle maire chrétien-démocrate sortant, Christoph Ahlhaus, souffre de lourds handicaps. Il a dû, l'été dernier, remplacer au pied levé Ole von Beust, en poste depuis 2001 et figure charismatique de la CDU, pour cause de démission après l'échec retentissant d'une réforme scolaire libérale, désavouée par une majorité d'électeurs, lors d'un référendum d'initiative populaire. Et au plan national, son parti est à la peine, le succès de Berlin sur le front de la croissance ne dissipant pas un immense malaise social. La CDU ne recueillerait plus que 23 % des suffrages (contre 42,6 % en 2008), selon les sondages.

Morris mac Matzen/Reuters

Les deux principaux candidats de l'élection de Hambourg. Le maire chrétien-démocrate, Christoph Ahlhaus, et Olaf Scholz, son challenger social-démocrate, grand favori du scrutin.

Selon les sondages, la CDU ne recueillerait que 23 % des suffrages.

Les Verts sont à l'origine de ce scrutin. Ils ont rompu en effet, en décembre, un accord de coalition passé avec la droite en 2008 – une première alors outre-Rhin – pour gouverner le Land. Les « Grünen » seraient crédités d'environ 14 % des voix (9,6 % en 2008). Échappant donc au discrédit qui affecte leur ex-partenaire, ils bénéficieraient au contraire, selon les enquêtes, d'un transfert des voix de la bourgeoisie citadine jusqu'alors acquise au parti libéral (FDP), allié de Merkel à Berlin, possiblement recalé, lui, sous la barre des 5 %.

Les Verts pourraient ainsi se retrouver encore en position d'arbitre pour négocier, cette fois, une alliance avec les sociaux-démocrates. Mais rien n'est moins sûr, car le SPD d'Olaf Scholz serait crédité de 46 % des suffrages, ce qui le mettrait en position de rafler à lui seul une majorité absolue de sièges dans la nouvelle chambre du Land. Scholz n'est pas franchement un candidat de la rupture. Il est l'un des principaux inspirateurs des réformes du marché du travail du début des années 2000. Toujours partisan d'une stratégie *« recentrée »*, il entend *« siphonner »* des voix chez les *« déçus de la CDU »* en menant campagne sur *« la compétence »*, son unique mot d'ordre.

Dora Heyenn, tête de liste de Die Linke (5,5 % dans les sondages, 6 % en 2008), relève que le besoin *« d'une vraie alternative à gauche reste plus que jamais posé »*. Le parti, secoué par de rudes débats internes, sait qu'il joue gros, et il a mobilisé à Hambourg ses dirigeants les plus en vue, comme Oskar Lafontaine ou Gregor Gysi. Il devrait réussir à *« se qualifier »* au-dessus des 5 %. Seule inquiétude : le niveau d'abstention dans les milieux populaires.

Bruno Odent

Le permis unique perd un nouveau point au Parlement de Strasbourg

La droite européenne voulait passer en force pour faire adopter le projet discriminatoire de permis unique de résidence et de travail. Sous la pression, le débat a été repoussé à mars.

La directive européenne dite de « permis unique », âme damnée de la directive Bolkestein sur les services (basée sur le principe du *« pays d'origine »*) vient de subir un nouvel échec après avoir été rejetée par le Parlement européen en décembre dernier. Un nouveau débat sur un texte amendé devait avoir lieu mercredi, mais face à la pression, la présidence du Parlement de Strasbourg a été contrainte de le reporter au mois de mars, après la tentative de passage en force de la droite européenne, incarnée part la rapporteure UMP-PPE Véronique Mathieu, qui s'était bien gardée de consulter la commission de l'Emploi et des Affaires sociales. Cette proposition vise à établir une procédure unique pour l'obtention d'un permis de séjour et de travail dans l'Union européenne (UE) pour les ressortissants de pays tiers sous couvert de *« simplification »* administrative et d'un socle de droit commun minimal. Permis qui n'a d'unique que le nom, puisque les exceptions deviennent la règle, nombre de travailleurs étant exclus du champ d'application du texte, les saisonniers, les travailleurs transférés à l'intérieur d'un groupe, ou encore les réfugiés, créant ainsi un marché du travail européen à plusieurs vitesses. Sorti par la porte en décembre, le texte risquait ainsi de revenir pratiquement en l'état par la fenêtre en février. Ce qui est inacceptable pour le groupe de la Gauche unitaire européenne (GUE/NGL), hostile à ce projet. Pour Patrick Le Hyaric, *« cette directive va mettre en concurrence les travailleurs de l'UE et les ressortissants de pays tiers et les différentes catégories de migrants entre elles. Ce texte entraînerait plusieurs statuts et catégories de travailleurs »*. Selon l'eurodéputé, *« c'est donc le principe de la concurrence à outrance pour le moins-disant social au service des employeurs »*. Des différences, un nivelage par le bas et une inégalité entre les travailleurs contraires, selon les syndicats et en particulier la CES (Confédération européenne des syndicats), aux principes mêmes de la charte des droits fondamentaux. Les eurodéputés ont gagné un mois, ce ne sera pas de trop pour amplifier le débat et faire échec à la directive sur le permis unique.

Bernard Duraud

VU D'ATHÈNES

Patrimoine grec à vendre

Par Hélène Ceresole,
JOURNALISTE DU QUOTIDIEN *AFGHI*.

Que diriez-vous si quelqu'un, ou une institution vénérable, vous demandait de vendre votre patrimoine le plus précieux afin de pouvoir rembourser vos créanciers ? Si l'on demandait à la France de vendre la tour Eiffel ou le musée du Louvre pour être en mesure de répondre à ses « obligations ». Une fois la surprise passée, on pourrait se dire qu'il s'agit probablement d'un malentendu. C'est exactement ce que le gouvernement de Georges Papandréou vient d'essayer de nous faire croire à nous les Grecs.

Pourtant la recommandation existe bel et bien. Elle a été formulée par la « troïka » (BCE, Commission, FMI) chargée de surveiller l'application rigoureuse de la superaustérité à laquelle les autorités grecques ont accepté de se soumettre afin de pouvoir être, quoi qu'il arrive, solvable. C'est d'ailleurs le président de l'Eurogroupe lui-même, Jean-Claude Juncker, qui a confirmé l'existence du projet de vente des « bibelots » grecs les plus précieux pour récolter 50 milliards d'euros, au cours d'une conférence de presse, aux côtés de ses complices de la « troïka ». L'arrogance manifestée par les trois protagonistes a soulevé colère et émotion de l'opinion. Du coup, le premier ministre vient d'annoncer en catastrophe que son gouvernement allait voter une loi interdisant la vente de terres publiques…

Alors ? Qu'en est-il ? Tout le monde s'est trompé en sursautant à l'écoute des projets de la « troïka » ? Fut-ce une illusion collective ? Pas du tout. La réalité a bien été dite par les représentants de la BCE, de la Commission et du FMI. Par contre, il fallait mieux écouter le porte-parole du gouvernement, évoquant une éventuelle interdiction de la vente des biens publics. Il a expliqué qu'il faudrait en fait mieux les « mettre en valeur »… CQFD.